



ON CONTINUE

La mobilisation du 18 est un grand succès mais cela ne suffira sans doute pas à faire reculer des gouvernants hors sol. Nous l'avons vu pendant la dernière bataille sur les retraites. Les mobilisations massives, une opposition ultra majoritaire dans les études d'opinion n'ont pas suffi à infléchir les politiques néo libérales, anti démocratiques. Reprenons le pouvoir, organisons nous, syndiquons nous (si ce n'est déjà fait). Et gagnons la grève reconductible, la seule forme de lutte qu'en haut ils ne pourront ignorer !



LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

Le chiffre fait la une de toute la presse française : 83 % des affaires classées sans suite pour les agressions sexuelles en France ! C'est le Conseil de l'Europe qui tire la sonnette d'alarme, rappelant aussi que 94 % des affaires de viol sont classées sans suite. Est-ce vraiment étonnant dans un pays où les violences sexuelles des stars ou des dirigeants politiques sont « excusées » sur les plateaux TV (de Strauss Kahn à Depardieu)...

Si aujourd'hui le voile a été levé sur les Violences Sexistes et Sexuelles notamment avec #MeToo, le chemin est encore long vers une société sans VSS.

FAKE NEWS SUR L'HÔPITAL

Notre nouveau premier ministre, apparatchik sans expérience autre que la carrière politique, nous lance ses premières provocations. Selon Lecornu, la France est au bord de la faillite parce qu'on investit massivement dans l'hôpital.

La réalité : depuis 2017, l'année où Macron est arrivé au pouvoir, plus de 50 000 lits ont été supprimés et le temps d'attente moyen aux urgences a augmenté de 45 min. Les déserts médicaux et la pénurie de soignant·e·s ne fait que s'accroître, l'hôpital public tient par des bouts de ficelle et voit son budget de fonctionnement diminuer chaque année.

Fallait oser, et sans citer intégralement Audiard, c'est à ça qu'on les reconnaît !

PAS RECOMMANDÉ

Quelqu'un·e a pondue une nouvelle procédure pour le suivi des recommandés par la plate-forme courrier

de la DRFIP 44. Avant, il suffisait de joindre une impression d'un bordereau avec la liste des envois aux plis en recommandé. Celui-ci était tamponné par la poste après envoi et retournait vers le service émetteur. Visiblement, la procédure était trop simple !

Il faut maintenant non seulement fournir le bordereau (normal) mais aussi l'envoyer par mail à la plateforme courrier ! Procédure alourdie pour le service expéditeur et double travail pour l'équipe courrier. Fallait y penser en ces temps de pénurie de personnel. Et on se demande bien à quoi cela peut servir. Faire des statistiques par l'audit ?

SMICARDISATION DU PAYS

Entre 2020 et 2024, le SMIC a augmenté un poil plus que l'inflation. Le pouvoir d'achat des salarié·e·s au SMIC a donc été protégé. C'est le résultat de neuf augmentations du SMIC. Mais, cela a également eu pour effet d'augmenter le nombre de salarié·e·s au SMIC, en hausse quasi continue depuis trente ans malgré une légère baisse en 2024.

Cette politique, combinée à l'explosion des auto-entrepreneurs uberisés, fait que la France, qui jusque là avait beaucoup moins de "working poors", de travailleurs pauvres, que le reste de l'Europe, en a désormais plus que la moyenne européenne et beaucoup plus que l'Allemagne où leur nombre a fortement baissé depuis que le pays s'est doté d'un SMIC en 2015. La paupérisation générale des salarié·e·s, notamment du public, entraîne des réactions anti fiscales. Le problème c'est le coût du capital qui fait baisser les salaires.

À nous de leur faire aimer l'impôt, et de revendiquer le retour à l'indexation des salaires sur l'inflation !

MIEUX FAIRE COMPRENDRE LA FISCALITÉ

Nous sommes des agent·e·s des Finances publiques et nous baignons dans la fiscalité. Nous sommes sans doute les mieux placés pour faire comprendre la fiscalité à la population. Et parfois même aux collègues dont la fiscalité n'est pas au cœur des missions quotidiennes.

La section Cgt Finances publiques 44 a décidé de travailler ces questions. Nous allons organiser une journée d'auto formation pour, en local, établir des argumentaires grands publics sur la fiscalité mais aussi réfléchir à quelle politique fiscale nous avons besoin pour mener nos missions de service public efficacement et pour la justice fiscale !

En attendant, notre syndicat a publié un [décryptage de la taxe Zucman](#) et un écrit sur [qui paie quoi](#). Continuons d'informer.